



POUR INFO

AFPA

Où est l'engagement de l'État ?

Mauvais signe à la veille de la négociation sur la formation professionnelle, annoncée par Emmanuel Macron et son gouvernement, l'Afpa (Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes) est encore davantage fragilisée !

La démission inattendue de son Président, ce matin, au Conseil d'administration, révèle des désaccords stratégiques fondamentaux sur l'avenir de l'Afpa.

Nul doute que ce départ est précipité par la volonté du gouvernement qui ne cesse de tergiverser sur la politique à engager.

Pour la CGT, cela pourrait précéder l'annonce de suppressions massives d'emplois et de fermetures de centres, partout en France.

Cette situation est d'autant plus absurde que des milliers de personnes ont besoin de se former et d'être accompagnées dans leur recherche d'orientation et d'insertion professionnelles.

Cela confirme l'orientation libérale du gouvernement et la marchandisation accrue de la formation au détriment de la construction d'un service public accessible à tous.

Le défi de la formation des actifs, des privés d'emploi, comme des personnes les plus démunies, ne peut en aucun cas être soumis à la concurrence.

Au contraire, la CGT défend la mutualisation des moyens et la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle.

Elle exige maintenant un véritable engagement de l'État pour construire un réseau de service public à partir des organismes de formation de qualité tels que l'Afpa, le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), les Greta, les CRP (centres de rééducation professionnelle).

Pas de place pour des officines de formations du tout lucratif ; l'enjeu est de faire face aux évolutions des contenus du Travail et aux mutations technologiques, numériques et environnementales.

Montreuil, le 19 octobre 2017